

La bourse aidera les journalistes à dénoncer comment les économies illicites de l'Afrique de l'Ouest se recoupent avec les conflits et l'instabilité

30 juillet 2024

L'Afrique de l'Ouest fait face à une escalade des conflits et à l'instabilité, avec une hausse des coups d'État et l'influence croissante des groupes armés non étatiques (GANE), y compris les réseaux criminels, les extrémistes violents et les insurgés. Dans ce contexte, le Fonds pour la résilience invite les journalistes de la région à postuler pour un soutien visant à produire des enquêtes approfondies exposant comment les économies illicites se recoupent avec les conflits et l'instabilité dans leurs pays.

Les candidats doivent être des journalistes basés au Ghana, en Côte d'Ivoire, au Togo, au Bénin et au Nigeria, avec une compréhension démontrée de l'activité criminelle au sein d'un écosystème de conflit et une connaissance des contextes sociopolitiques locaux. La préférence pourrait être accordée à ceux qui sont basés dans les régions septentrionales de ces pays ou qui font rapport dans ces régions.

La bourse consistera en une subvention de 8 000 €, un renforcement des capacités par le biais de mentorats personnalisés et des opportunités de réseautage et de collaboration. Les boursiers sélectionnés devraient publier leurs articles dans les médias d'ici le deuxième semestre de 2025.

Cette bourse s'inscrit dans le cadre d'un programme intitulé « Soutien à l'atténuation des effets déstabilisants de la criminalité transnationale organisée (M-TOC) », qui combine des réponses de sécurité traditionnelles avec des mesures de résilience axées sur la communauté, éclairées par des recherches de pointe et un journalisme d'investigation sur l'intersection des économies illicites et de l'instabilité. M-TOC est un projet de la CEDEAO commandé par le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, et l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée (GITOC), de 2024 à 2025.

Les groupes extrémistes en Afrique de l'Ouest consolident de plus en plus leur contrôle territorial et étendent leurs opérations, financés dans une large mesure par des économies illicites. L'extraction illégale de l'or, le vol de bétail, le trafic d'armes et les enlèvements ne sont pas seulement des activités criminelles ; ils alimentent les conflits, nourrissent les griefs et favorisent le recrutement dans les GANE, sapant ainsi les efforts de paix.

« Les journalistes ont un rôle essentiel à jouer pour éclairer ces questions », a déclaré **Siria Gastélum Félix, ancienne journaliste et directrice de la résilience au GI-TOC.** « En rendant compte du lien entre les économies illicites et l'instabilité, ils peuvent aider les communautés et les responsables politiques à comprendre et à traiter les racines des conflits. »

La bourse recherche des propositions qui démontrent une compréhension claire du lien entre l'économie illicite et les conflits et un plan d'enquête réalisable. Les détails complets de l'appel à candidatures peuvent être [consultés ici](#). La date limite de candidature est le 20 août 2024.

À propos du Fonds pour la résilience

La bourse de résilience s'inscrit dans le cadre du [Fonds de résilience](#) phare du GI-TOC, qui offre des subventions et un soutien aux individus et aux organisations de la société civile qui luttent contre les impacts de la gouvernance criminelle et de la violence dans le monde. Créé grâce à une subvention du gouvernement norvégien, le Fonds pour la résilience est également soutenu par les gouvernements de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Nouvelle-Zélande, et travaille en partenariat avec des organisations internationales et des ONG du monde entier.

À propos de l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée

Le [GI-TOC](#) est une organisation internationale à but non lucratif composée d'un réseau de plus de 600 experts mondiaux et régionaux indépendants. Le GI-TOC cherche à ouvrir de nouvelles lignes d'analyse pour apporter des solutions créatives aux défis du crime organisé, et à servir de plate-forme d'échange et de collaboration entre les gouvernements, la société civile, les universitaires, le secteur privé et d'autres acteurs. Fondée en 2013 et basée à Genève, la GI-TOC est présente sur tous les continents.